

Compte rendu

« Notes bibliographiques »

[s.a.]

L'Actualité économique, vol. 53, n° 1, 1977, p. 120-127.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/800719ar>

DOI: 10.7202/800719ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

J.M. Clark, par C. ADDISON HICKMAN. — COLUMBIA UNIVERSITY PRESS, New York, 1975. 94 pages.

L'auteur présente les principales contributions de J.M. Clark dans le domaine de la théorie économique. Conscient de ne pas couvrir toute l'œuvre de l'économiste, C.A. Hickman se limite aux volumes et articles publiés.

Le livre est divisé en quatre parties correspondant aux principaux secteurs de la théorie économique dont s'est intéressé J.M. Clark : la microéconomie, la macroéconomie, la théorie du bien-être et ses réflexions sur la science économique en tant que discipline. Le livre contient également un chapitre intitulé : « J.M. Clark and his peers : a postscript ». Il s'agit des opinions de l'économiste au sujet des travaux de ses contemporains dont Veblen, Hayek, Pigou, Keynes et quelques autres. Finalement, nous retrouvons une bibliographie des travaux de J.M. Clark dans la dernière partie du volume.

Revenu et consommation discrétionnaires, par GABRIEL POULALION. — LIBRAIRIE DROZ, Genève, 1975. 258 pages.

Les trois objectifs de l'ouvrage sont d'examiner le contenu d'un modèle de revenu et de consommation discrétionnaires, d'en rechercher les analogies avec d'autres modèles d'affectation des revenus et de voir quelles sont les possibilités d'application au cas français.

Selon l'auteur, la notion de revenu discriminatoire s'applique à la catégorie de la population (ni les plus riches, ni les plus pauvres) « qui dispose d'un revenu suffisant pour ne pas se voir contrainte à l'affecter entièrement à des dépenses de première nécessité ». Il présente son modèle plutôt comme un modèle de consommation que de revenu : « on ne prétend pas rechercher l'origine ou la formation du revenu d'une certaine catégorie de la population, mais décrire un comportement de dépenses ».

Les trois parties importantes du livre sont : 1) analyse conceptuelle du revenu et de la consommation discrétionnaires, 2) la quantification du revenu et de la consommation discrétionnaires, 3) les conséquences éventuelles sur l'équilibre économique.

Croissance et crise capitalistes, par BERNARD ROSIER. Collection « Economie en liberté ». — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, Paris, 1975. 304 pages.

Ce livre est « une critique du mode de développement qu'engendre le capitalisme ». Constatant les faits suivants : inégalité des richesses entre les nations, les régions et les groupes sociaux ; gaspillage des ressources, dépen-

dance croissante des nations face au marché mondial dominé par des firmes géantes, revenus réels grugés par l'inflation et crainte de la crise économique, l'auteur se demande s'il s'agit de faits isolés ou bien s'ils sont liés à la nature de la société capitaliste. Pour y répondre, il propose une réflexion théorique, c'est-à-dire « une analyse explicative de la croissance et de la crise, de ses modalités et de son mécanisme profond ».

Le livre est divisé en quatre grandes étapes : 1) examen des théories de la croissance généralement admises, 2) étude du lien entre l'économique et l'ensemble social à partir des écrits des économistes classiques et, en particulier, de ceux de Marx, 3) présentation de la croissance et de la crise capitalistes comme deux aspects d'une même réalité et, 4) recherche d'un autre mode de développement basé sur un changement des rapports sociaux.

« Partage foncier en banlieue : l'exemple de Sainte-Foy », par PIERRE HOUDE. Cahiers de l'I.N.R.S. — urbanisation. — LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC, Montréal, 1975. 181 pages.

L'auteur s'intéresse à la question suivante : qui possède l'espace foncier ? Pour lui, cette question est importante car « une connaissance de l'avoir foncier, notamment celle de la répartition de l'espace entre les hommes, débouche nécessairement sur l'aménagement du territoire et l'action des intervenants » (p. 5). Dans le présent travail, il considère le cas particulier de Sainte-Foy.

Après avoir présenté sa méthodologie de travail dans le chapitre premier, l'auteur décrit d'une façon détaillée les faits et les structures d'appropriation de la municipalité de Sainte-Foy dans les chapitres qui suivent. L'étude comprend de nombreux tableaux statistiques, des figures et des cartes.

« Le libre-échange canado-américain et l'indépendance du Canada », par PEYTON V. LYON. Publié par le Conseil Économique du Canada, Ottawa. — INFORMATION CANADA, no de Catalogue EC 22-25/1975F. 41 pages.

L'auteur examine d'abord les conclusions récentes auxquelles sont parvenus les spécialistes des questions d'intégration internationale ; puis il étudie l'expérience politique que vivent actuellement certaines zones de libre-échange et propose quelques hypothèses sur les institutions et corps politiques que pourrait engendrer, pour le Canada, un accord de libre-échange avec les États-Unis. Il s'intéresse également aux répercussions qu'aurait la création d'une telle zone de libre-échange sur l'autonomie canadienne en tenant compte des facteurs économiques, institutionnels et politiques.

L'étude est divisée en quatre chapitres : 1) Les conséquences politiques possibles, 2) L'intégration internationale, 3) Les institutions de libre-

échange et, 4) Libre-échange canado-américain et indépendance. Enfin, nous retrouvons un appendice intitulé : « Implications politiques du libre-échange canado-américain » écrit par Charles Pentland.

« Analyse des données et choix à critères multiples », par JEAN-LOUIS GUIGON. Collection « Finance et Economie Appliquée ». — DUNOD, Paris, 1974. 214 pages.

L'auteur présente une synthèse des recherches et des travaux qui proposent une nouvelle approche de l'analyse économique : l'outil mathématique demeure un instrument indispensable mais il doit être mieux adapté à la complexité des données économiques et sociales. Il présente un ensemble de techniques d'analyses multidimensionnelles qui permettent d'introduire le qualificatif dans le champ de l'analyse économique. La plupart des travaux consultés sont français.

Dans un chapitre préliminaire, l'auteur expose sa thèse. Il montre en quoi l'analyse multidimensionnelle constitue un élargissement et un renouvellement de l'analyse économique. Puis il distingue et décrit les modèles de classification, de partition et de réduction des données dans la première partie de son étude intitulée : « Analyse multidimensionnelle et observation économique ». Finalement, dans la deuxième partie, « Analyse multicritère et action économique », l'auteur présente un certain nombre de modèles de décision en présence de critères multiples.

« Les indicateurs sociaux, exposé analytique et cadre de recherche », par D.W. HENDERSON. Etude publiée par le Conseil Economique du Canada, Ottawa. — INFORMATION CANADA, no de catalogue EC 22-2274F, 1974. 90 pages.

« Le but principal de cette étude est de tracer un cadre théorique pour la mise au point d'indicateurs sociaux à partir d'une définition claire des indicateurs eux-mêmes et des fins qu'ils doivent réaliser » (p. 11).

Ces indicateurs sociaux sont des mesures complémentaires aux grands agrégats économiques traditionnels comme le P.N.B. Ces nouvelles mesures permettent d'évaluer les progrès accomplis vers la réalisation de divers objectifs sociaux dans plusieurs domaines de préoccupation dont la santé, la sécurité, l'éducation et l'environnement.

L'étude est structurée de la façon suivante : dans le chapitre 2, l'auteur explique pourquoi nous devons nous contenter pour l'instant d'indices partiels de bien-être puis, dans le chapitre suivant, il présente une division du complexe social en secteurs socio-économiques et examine certains aspects pertinents du processus décisionnel.

Le chapitre 4 est consacré à certaines conceptions théoriques fondamentales relatives aux indices sociaux tirées de la littérature scientifique et le chapitre 5 traite de leurs emplois et avantages possibles. Enfin, dans le dernier chapitre de son étude, l'auteur établit un cadre pour la section des

thèmes considérés les plus importants et pour lesquels il faudra choisir les principaux indicateurs sociaux de première approximation.

« Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle », par LOUISE DECHÊNE. Un volume, 588 pages. Collection « Civilisations et Mentalités ». — PLON, Montréal, 1974.

Le problème théorique à la base de cette étude historique est celui de la « formation d'une société coloniale issue du transfert d'une population européenne et soumise aux influences conjuguées de la tradition et de la nouvelle expérience en Amérique ». L'auteur a choisi la ville de Montréal, une création du capitalisme marchand, comme lieu de son enquête.

C'est en utilisant des archives des notaires que l'auteur nous montre la formation de la structure sociale qui « procède à la fois des modes de production et d'échange propres à la colonie et des appareils institutionnels et idéologiques issus de la France et de l'Ancien Régime ». Elle présente une analyse de l'immigration, des activités économiques, des comportements démographiques, familiaux et religieux.

L'étude est divisée en quatre parties : la population, le commerce, l'agriculture et la société.

« Strengthening the World Bank », par ESCOTT REID. Un volume, 289 pages. — ADLAI STEVENSON INSTITUTE, Chicago, 1973.

Escott Reid présente une analyse critique de la Banque Mondiale et avance des propositions concrètes dans le but d'améliorer son fonctionnement dans plusieurs domaines. Les principales propositions de l'auteur sont reliées au volume et aux termes des prêts de l'institution de même qu'à ses sources de fonds. Il s'intéresse également à la qualité des prêts, aux aspects administratifs de la Banque, à ses relations avec les autres organismes internationaux et à la nécessité pour l'institution de faire plus pour améliorer le niveau de vie de ses membres les plus pauvres.

Le livre comprend sept chapitres correspondant aux sujets d'intérêts de l'auteur (énumérés plus haut) et une introduction écrite par Maurice Strong.

« (Canada) Ltd. : The Political Economy of Dependency », Un volume, 271 pages. — Edité par ROBERT M. LAXER, MC CLELLAND AND STEWART LIMITED, 1973.

Dans la préface du volume, Robert Laxer présente les douze articles (écrits par sept auteurs différents) non seulement comme des essais d'analyse de la société canadienne, mais également comme des propositions de changement pour son avenir face à l'Empire américain. Il ne s'agit pas d'un livre théorique avec modèles et arguments rigoureux, mais d'une série

d'analyses concentrées sur des problèmes réels de la politique économique canadienne.

La structure du livre est fidèle à sa présentation : alors que les six premiers textes sont concentrés sur les aspects historiques et contemporains de l'économie canadienne, les six autres abordent des questions plutôt politiques sur les idées et les institutions qui assureraient la suprématie du Canada.

Pour les auteurs, la propriété publique et le socialisme sont nécessaires si nous voulons un Canada indépendant.

« L'autogestion, Phomme et P'Etat » (l'expérience algérienne), par SERGE KOULYTCHIZKY. Un volume, 482 pages. — ECOLE PRATIQUE DES HAUTES ETUDES et MOUTON, 1974.

L'auteur présente l'expérience des dix premières années d'autogestion en Algérie (1963-1973). D'abord étendue à tous les secteurs de l'économie, l'autogestion est maintenant cantonnée dans l'agriculture où elle a pu s'affirmer comme modèle de gestion des domaines nationalisés.

Pour l'auteur, même si l'on veut considérer l'expérience algérienne comme un échec, « elle reste utile à la connaissance générale de l'autogestion grâce à l'analyse des causes de la déviation et à celle de la réussite initiale » (p. 13). Dans le présent volume il essaie de synthétiser les questions nécessaires à toute réflexion sur le phénomène de l'autogestion.

Cette étude a comme point de référence deux pôles : l'homme et l'Etat. Elle s'intéresse successivement aux rapports de l'autogestion avec l'Etat (I) et avec l'homme (II). Chacune des parties comprend trois chapitres importants. Ainsi, dans le livre I nous avons : 1) l'autogestion au pouvoir ?, 2) l'autogestion « intégrée », et 3) l'autogestion « assimilée ». Le livre II comprend : 1) la participation des travailleurs aux décisions, 2) la participation des travailleurs aux résultats, et 3) la participation des travailleurs à la promotion sociale.

« The Anatomy of Poverty, the Condition of the Working Class in Montreal, 1897-1929 », par TERRY COPP. Un volume, 192 pages. — MC CLELLAND AND STEWART LIMITED, 1974.

Le double objectif de l'auteur est, d'une part, d'analyser les conditions économiques et sociales de la classe ouvrière de Montréal durant la période de prospérité nationale de 1897 à 1929, et, d'autre part, de déterminer quels aspects du système socio-économique sont particuliers à Montréal et à la province de Québec.

La principale conclusion de l'étude est que, malgré les indices de prospérité de cette époque, les conditions de vie de la classe ouvrière montréalaise ont eu une amélioration très faible si on les compare avec celles des ouvriers des autres régions dont Toronto.

La classe ouvrière visée dans cette étude occupait les deux tiers de la population de Montréal.

« Stratégies pour le Moyen-Orient », par MICHEL CHATELUS. Un volume, 303 pages. Collection « Perspectives de l'Economique ». CALMAN-LÉVY, Paris, 1974.

L'auteur s'intéresse au type de stratégie de développement qui serait concevable pour cette région du globe, compte tenu des enjeux économiques, financiers et politiques. Il envisage plusieurs hypothèses en présentant différents schémas reliés à la fois au potentiel de développement de cette région et aux instituts en présence tant internes qu'externes (Etats-Unis, U.R.S.S. et firmes multinationales).

L'étude comprend trois grandes parties. Dans la première, l'auteur examine les données politiques et économiques actuelles. Il s'agit d'un diagnostic de la situation de la région et des facteurs de blocage du développement. Puis, dans la deuxième partie, il présente divers modèles de développement en retenant quatre séries d'hypothèses reliées 1) à la préparation de « l'après-pétrole », 2) aux attitudes face aux diverses propositions de récupération de l'extérieur, 3) à l'évolution des rapports de force dans la région et, 4) à la stabilité des équilibres politiques à l'intérieur de la région. Enfin dans la dernière partie, l'auteur analyse l'importance du Moyen-Orient dans ce qu'il appelle la « géopolitique mondiale ».

« The Formation of Financial Centres : A Study in Comparative Economic History », par CHARLES P. KINDLEBERGER. Un volume, 82 pages. — Princeton Studies in INTERNATIONAL FINANCE No. 36, 1974.

Il s'agit d'une étude historique cherchant à expliquer pourquoi les marchés financiers et les capitales politiques sont centrés dans une même ville dans certains pays, alors qu'ils ne le sont pas dans d'autres.

Cette étude comparative est de style littéraire plutôt que statistique. La partie théorique de l'analyse est présentée dans le chapitre 2. On y retrouve une revue de la littérature sur la localisation et les fonctions des villes, sur le rôle des marchés financiers et des capitaux dans le processus de développement et sur l'évolution des banques. L'auteur démontre, en outre, que les centres financiers sont structurés dans une hiérarchie avec un centre unique au sommet.

Les chapitres 3, 4, 5 sont consacrés à l'étude des cas de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne pour lesquels la capitale politique est devenue le centre financier tandis que, dans les chapitres 6, 7 et 9, l'auteur s'intéresse à des cas où une telle intégration n'existe pas ; il s'agit de l'Italie, de la Suisse et des Etats-Unis. Il en est de même pour le Canada. Mais l'expérience canadienne est doublement intéressante étant donné le passage de Halifax à Montréal comme centre financier, dans une première étape, et celui de Montréal à Toronto (non encore complet) par la suite. De plus, il existe un centre relativement indépendant à Vancouver.

Enfin, l'auteur s'intéresse à la question des centres financiers internationaux dans le chapitre 10 et, dans son dernier chapitre, à l'existence d'un centre financier européen.

« Estimation des clientèles scolaires des réseaux public et privé, Québec et régions administratives scolaires 1974-75 à 1978-79 », par DESMOND DUFOUR et ANDRÉ LESPÉRANCE. Document « Démographie scolaire », No 9-35, 61 pages. — MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, Gouvernement du Québec, janvier 1975.

Le double but de l'étude est de déterminer l'évolution de la clientèle scolaire du réseau public et d'analyser l'importance relative de chaque réseau durant les cinq années que couvre l'étude.

« Evolution de la clientèle étudiante suivant le niveau et le degré d'enseignement, par territoire de commission scolaire et région administrative, réseau public, Québec 1965-66 à 1973-74 », par MICHEL AMYOT et RICHARD DUFOUR, Documents « Démographie scolaire », No 9-31, 150 pages. — MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, Gouvernement du Québec, janvier 1975.

Ce document statistique permet d'observer l'évolution de la clientèle scolaire pour chaque commission scolaire ou commission scolaire régionale du réseau public de 1965 à 1974. Les auteurs ont l'intention de le compléter ultérieurement par la publication des données de la clientèle du niveau privé en fonction des mêmes territoires.

« The Foreign Currency Business of the Canadian Banks : an Econometric Study », par CHARLES FREEDMAN. Un volume, 233 pages. — BANK OF CANADA, Research Studies, 1974.

L'auteur analyse les facteurs fondamentaux qui expliquent la croissance rapide des avoirs et engagements en devises étrangères des banques à charte canadiennes au cours des années soixante. Il considère également certaines incidences des opérations en devises étrangères de ces institutions sur la politique monétaire du Canada et la balance canadienne des paiements. Enfin, il étudie le rôle que jouent les banques à charte soit sur le marché de l'euro-dollar, soit comme « circuit que peuvent emprunter les fonds qui se déplacent entre les Etats-Unis et le marché de l'euro-dollar.

Dans le chapitre premier, l'auteur présente une revue de son étude et porte une attention spéciale sur les directives de mai 1968 au sujet du comportement des banques. Le chapitre 2 est consacré à la détermination des taux d'intérêt pour les dépôts en monnaie étrangère par les banques à charte. Dans le chapitre 3, l'auteur analyse les fonctions de demande des

divers déposants et dans le chapitre 4, il discute de la position nette des avoirs en devises étrangères des banques canadiennes. Les prêts courants aux résidents canadiens, américains et du reste du monde sont analysés dans le chapitre 5, de même que la répartition des avoirs liquides en devises sous forme de dépôts, de dépôts à vie et en titres. Enfin, dans le dernier chapitre, l'auteur recherche les conséquences des opérations en devises étrangères des banques à charte.

« Le code civil et les rapports de classe » suivi d'une « **analyse sociologique de la loi canadienne de l'assurance-chômage** », par DORVAL BRUNELLE. Un volume, 117 pages. — LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC, Montréal, 1975.

Dans le premier essai, l'auteur tente de dégager les rapports sociaux établis par deux formes juridiques : la propriété privée et le contrat social de travail. En plus de s'intéresser à l'aspect juridique de la contradiction fondamentale, classe dominante — classe dominée, l'auteur veut montrer que ce rapport n'est pas un rapport d'équilibre, c'est-à-dire un rapport où la lutte des classes serait établie une fois pour toute, mais « un rapport dynamique où l'accumulation des droits de l'un implique un cumul d'obligations chez l'autre » (p. 9).

Dans le second texte, l'auteur dégage deux effets sociaux contradictoires de son analyse de la loi de l'assurance-chômage : « d'une part, cette loi établit les propriétaires de moyens de production en classe sociale ; d'autre part, elle atomise la classe des producteurs sans travail, utilisant leur impuissance économique pour les maintenir dans l'impuissance politique » (p. 114).